

Décret n° 79-500 du 28 juin 1979 créant le diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la santé et de la famille et du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu les articles L. 900-1 et suivants du code du travail portant organisation de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente ;

Vu la loi n° 71-577 du 16 juillet 1971 d'orientation sur l'enseignement technologique ;

Vu le décret n° 77-418 du 19 avril 1977 relatif aux attributions du ministre de la santé et de la sécurité sociale ;

Vu le décret du 5 avril 1978 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 78-536 du 12 avril 1978 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs ;

Vu le décret n° 78-548 du 24 avril 1978 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la famille ;

Vu l'avis du conseil de la jeunesse, de l'éducation populaire et des sports en date du 18 mai 1979,

Décète :

Art. 1^{er}. — Il est institué un diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation (D. E. F. A.). Ce diplôme est délivré à l'issue d'une formation générale, d'une expérience d'animation et d'une évaluation finale.

Art. 2. — La formation est ouverte aux candidats ayant satisfait aux épreuves de sélection. Cette formation est dispensée soit en cycle continu dans des centres, soit en cycle discontinu dans des sessions de formation.

En centre, la durée de formation est fixée à trois ans. En sessions, la formation peut se dérouler sur une période supérieure à trois ans.

Art. 3. — Le programme et les modalités de la formation, les conditions d'agrément des centres et des sessions de formation et les conditions d'attribution du diplôme sont déterminés par arrêtés conjoints du ministre de la santé et de la famille et du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Art. 4. — L'expérience d'animation dure neuf mois. Les candidats doivent, pour l'entreprendre, avoir obtenu préalablement une « attestation de formation générale à l'animation » délivrée à l'issue de la formation générale.

Art. 5. — Une commission nationale pour la formation à l'animation est créée par arrêté interministériel. Cette commission est consultée en tant que de besoin par le ministre de la santé et de la famille et par le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur les questions relatives au diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation.

Art. 6. — Les candidats ayant acquis une formation préalable dans des disciplines correspondant au programme de la formation générale et ceux qui justifient d'une expérience professionnelle d'animation peuvent bénéficier d'un allègement de formation dans les conditions fixées par arrêtés conjoints du ministre de la santé et de la famille et du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Art. 7. — Le diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation est délivré conjointement par le ministre de la santé et de la famille et par le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Art. 8. — L'équivalence totale ou partielle d'autres diplômes avec le diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation pourra être reconnue par arrêtés signés conjointement par le ministre de la santé et de la famille et le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs. En ce qui concerne l'équivalence des diplômes français, elle pourra être reconnue après consultation de la commission nationale pour la formation à l'animation.

Art. 9. — Les diplômes délivrés antérieurement à la date de la publication du présent décret et dont la liste est fixée par arrêté conjoint du ministre de la santé et de la famille et du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sont assimilés au diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation.

Un arrêté conjoint du ministre de la santé et de la famille et du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs fixe les mesures transitoires et notamment celles applicables aux personnes en cours de formation en vue de l'obtention des diplômes visés à l'alinéa précédent.

Art. 10. — Le présent décret abroge le décret n° 75-1165 du 15 décembre 1975.

Art. 11. — Le ministre de la santé et de la famille et le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 juin 1979.

RAYMOND BARRE.

Par le Premier ministre :

Le ministre de la santé et de la famille,
SIMONE VEIL.

Le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs,
JEAN-PIERRE SOISSON.

**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU CADRE DE VIE**

Zones d'aménagement concerté.

Par arrêté du ministre de l'environnement et du cadre de vie en date du 29 mai 1979, une zone d'aménagement concerté ayant pour objet l'aménagement et l'équipement des terrains en vue principalement de la création d'un parc urbain et de la construction de bâtiments à usage d'habitation et d'activités tertiaires est créée sur la partie du territoire du quinzième arrondissement de Paris délimitée par un trait tireté épais de couleur noire sur le plan au 1/2 000 annexé audit arrêté (1).

La zone ainsi créée est dénommée Zone d'aménagement concerté Citroën Cévennes.

(1) Le plan de délimitation joint à l'arrêté peut être consulté à la mairie de Paris et à la direction de l'urbanisme et des équipements.

MINISTERE DES UNIVERSITES

Décret n° 79-501 du 27 juin 1979 modifiant le décret n° 59-1348 du 23 novembre 1959 modifié portant statut du personnel de l'institut national des sciences appliquées de Lyon.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du budget et du ministre des universités,

Vu la loi n° 57-320 du 18 février 1957 relative à l'institut national des sciences appliquées de Lyon ;

Vu le décret n° 59-1348 du 23 novembre 1959 modifié portant statut du personnel de l'institut national des sciences appliquées de Lyon,

Décète :

Art. 1^{er}. — L'annexe du décret du 23 novembre 1959 modifié susvisé est modifiée, conformément au tableau annexé au présent décret, en ce qui concerne les chefs de travaux, les professeurs ingénieurs et les professeurs techniques adjoints, d'une part, le personnel administratif de 1^{re} catégorie, d'autre part.